



S'unir pour des démocraties résilientes et des sociétés civiles dynamiques en Europe

Uniting for resilient democracies and vibrant civil societies in Europe

Biographies des intervenant·e·s

Aisha Camara, modératrice, stratège et productrice



Credit: Katharina Dubno

Ayant une formation en éducation politique, en communication et de l'expérience dans le travail culturel communautaire, Aisha Camara collabore avec des fondations, des ministères, des ONG, des universités, des festivals et des institutions culturelles sur des projets liés à l'anti-discrimination, l'antiracisme, la migration, la culture de la mémoire, la participation et la culture numérique.

Elle travaille en allemand, anglais et français, au sein de différents contextes culturels et internationaux, notamment en Europe et en Afrique de l'Ouest. Sa vision est profondément marquée par les expériences diasporiques, les échanges transnationaux et le travail axé sur la communauté.

Parallèlement à son travail de modération et de conseil, Aisha développe et produit des formats culturels et numériques, tel que des festivals, des contenus d'éducation politique et des initiatives sur les réseaux sociaux axées sur une audience jeune mais également sur les discours publics contemporains.

Marc Berthold, directeur du bureau de Paris de la Fondation Heinrich Böll



Marc Berthold est directeur du bureau de Paris de la Fondation Heinrich Böll depuis juillet 2022.

Parmi les postes qu'il a occupés à la Fondation Heinrich Böll, il a dirigé le département Europe / Amérique du Nord de 2019 à 2022, le bureau d'Israël à Tel Aviv de 2011 à fin 2013, après avoir travaillé comme responsable des sujets de politique étrangère et de sécurité.

Entre 2001 et 2007, il a coordonné le programme de dialogue transatlantique sur le climat du bureau de Washington. Diplômé de sciences politiques, Marc Berthold était, de 2014 à fin 2017, chef du cabinet de Cem Özdemir, alors co-président de Bündnis 90/ Die Grünen.

Jan Philipp Albrecht, co-président de la Fondation Heinrich Böll



Depuis juin 2022, Jan Philipp Albrecht occupe le poste de co-président de la Fondation Heinrich Böll, basée à Berlin. Avant cela, il était ministre de la Transition énergétique, de l'Agriculture, de l'Environnement, de la Nature et de la Numérisation du *Land* de Schleswig-Holstein au sein du gouvernement Günther à partir du 1er septembre 2018.

En tant que député européen, Jan Philipp Albrecht a représenté les citoyens de Hambourg et du Schleswig-Holstein de 2009 à 2018. Ses domaines de prédilection étaient les affaires intérieures et la politique judiciaire, notamment la réforme de la législation européenne sur la protection des données, le droit à l'assistance juridique, la décision d'enquête européenne, la politique policière et la lutte contre l'extrémisme de droite. Les « droits civiques à l'ère numérique » lui tiennent particulièrement à cœur.

Jan Philipp Albrecht a été membre et vice-président de la commission des affaires intérieures et de la justice. Au cours de son premier mandat, de 2009 à 2014, il a été membre de la commission des affaires intérieures et membre suppléant de la commission des affaires juridiques. De décembre 2012 à octobre 2013, Jan Philipp Albrecht a également été coordinateur de la commission spéciale contre la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment d'argent. En tant que négociateur du Parlement européen pour le projet de règlement sur la protection des données, il a négocié avec la présidence du Conseil européen et la Commission européenne une législation uniforme en matière de protection des données pour l'UE.

De 2003 à 2008, Jan a étudié le droit à Brême, Bruxelles et Berlin, se spécialisant en droit européen et international. Grâce à une bourse de la Fondation Heinrich Böll, il a terminé ses études par le premier examen d'État en droit. Jusqu'à son élection au 7e Parlement européen en 2009, Jan s'est spécialisé en droit des technologies de l'information aux universités de Hanovre et d'Oslo dans le cadre d'un master postuniversitaire (LL.M.) financé par le DAAD.

Dr. Franziska Brantner, co-présidente de Bündnis 90/die Grünen



En 2009, Franziska Brantner a été élue au Parlement européen. Puis, en 2013, élue au *Bundestag*, le parlement allemand, dans la circonscription de Heidelberg-Neckar-Bergstraße.

Jusqu'en 2017 elle a été porte-parole du groupe parlementaire pour les affaires de jeunesse et de famille. Pendant la 19^e législature (jusqu'en 2021), Franziska Brantner a été porte-parole pour les affaires européennes du groupe parlementaire, secrétaire parlementaire, membre de la commission des affaires de l'Union européenne, ainsi que membre du conseil d'administration de l'Assemblée parlementaire franco-allemande.

Durant la 20^e législature, Franziska a exercé les fonctions de secrétaire d'État parlementaire auprès du ministre fédéral de l'Économie et de la Protection du Climat.

Depuis novembre 2024, Franziska Brantner est co-présidente du parti Bündnis90/Die Grünen. En février 2025, elle a été réélue au *Bundestag* pour la 21^e législature.

Credit: Florian Reichelt

Magali Lafourcade, Secrétaire générale de la Commission nationale consultative des droits de l'homme



Magistrate, Magali Lafourcade est Secrétaire générale de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Elle enseigne à Sciences Po et est l'auteurice de Les droits de l'Homme (PUF, 2018, 2ed, 2025), Démasculiniser la Justice (Les petits matins, 2025) et La Justice en procès. Les populistes à l'assaut de l'État de droit (Les petits matins, 2026).

Elle préside le Comité d'éthique et de déontologie du Groupe *Le Monde*.

Madeleine Henfling, militante au sein de l'organisation de campagne allemande Campact



Madeleine Henfling, née en 1983, a été députée au Parlement régional de Thuringe de 2014 à 2024 et en a récemment occupé le poste de vice-présidente. Son action politique s'est principalement concentrée sur la politique intérieure et numérique, ainsi que sur la lutte contre le fascisme et l'extrême droite.

Depuis 2025, elle travaille comme militante pour l'organisation allemande Campact, en se concentrant plus particulièrement sur l'Allemagne de l'Est.

Márta Pardavi, co-présidente du Hungarian Helsinki Committee



Márta Pardavi est co-présidente du Hungarian Helsinki Committee, une ONG de premier plan spécialisée dans les droits humains et basée à Budapest. Elle s'intéresse aux menaces qui pèsent sur l'État de droit et la société civile en Hongrie et dans l'Union européenne. Elle codirige le programme « Recharging Advocacy for Rights in Europe » (RARE), qui aide les défenseurs des droits humains à renforcer leurs organisations et à nouer des alliances afin d'agir en faveur de l'espace civique et de l'État de droit dans l'Union européenne.

Márta est titulaire d'un diplôme en droit de la faculté de droit de l'ELTE et d'un master exécutif en administration publique de la Hertie School. Elle a reçu plusieurs prix internationaux dans le domaine des droits humains, est membre du Conseil d'experts sur le droit des ONG du Conseil de l'Europe et siège au conseil d'administration de plusieurs ONG internationales.

Sotiris Tsoukarelis, membre fondateur et responsable de l'innovation sociale au sein de la coopérative sociale « The High Mountains »



Il a fait des études de sciences politiques à l'université de Crète, en se spécialisant dans la philosophie politique et le développement local. Il a ensuite intégré le Centre de recherche interdisciplinaire Metsovion de l'Université technique nationale d'Athènes, où il s'est spécialisé dans l'environnement et le développement des zones de montagne.

Depuis lors, il se considère comme un militant en faveur des régions de montagne, de la décentralisation et du secteur agroalimentaire. Il participe activement aux mouvements environnementaux qui défendent sa région natale et promeut des modèles alternatifs de production et de vie, fondés sur la coopération, le développement communautaire et la connectivité mondiale. Sotiris est également agriculteur ; il cultive des légumes à 1 000 mètres d'altitude dans sa ferme modèle à Demati, dans le Zagori. De plus, il a suivi une formation à l'American Farm School dans les domaines du développement du tourisme expérientiel, du marketing, du tourisme alternatif et de l'agrotourisme. Il est laitier et fromager et est diplômé de l'École laitière de Ioannina.

Il est actuellement président de l'Union des entités d'économie sociale et solidaire de l'Épire « Koino K.A.L.O. » et vice-président du Développement des Écosystèmes de la Confédération Panhellénique des Syndicats d'Économie Sociale et Solidaire « P.A.S.E. K.A.L.O. ». Depuis janvier 2024, il est également conseiller du maire de Ioannina sur les questions d'économie sociale et directeur général de la société immobilière municipale de Ioannina (DI.AN.E.T.A.I.).

Natalia Broniarczyk, fournisseuse d'accès à l'avortement en Pologne



En 2019, Natalia Broniarczyk a co-fondé Abortion Without Borders, un réseau transnational qui aide les Polonais-e-s à accéder à des services d'avortement dans d'autres pays européens. Elle est aussi co-fondatrice de Abotak, le premier centre d'avortement polonais, ouvert en 2015 en face du Parlement et de la Chancellerie du Président.

Serpil Temiz Unvar, Fondatrice de la *Bildungsinitiative Ferhat Unvar*, (l'Initiative éducative Ferhat Unvar)



Credits: Fotograf Thomas Lohne

Née dans le sud de la Turquie, Serpil Temiz Unvar s'est installée en France avec ses parents lorsqu'elle était enfant. Plus tard, elle s'est installée avec son mari à Hanau, où ils ont élevé ensemble quatre enfants. L'un d'entre eux, son fils Ferhat, a été assassiné par un extrémiste de droite lors de l'attaque terroriste de 2020 à Hanau, aux côtés de huit autres personnes. Pour lutter contre le racisme meurtrier qui a coûté la vie à son fils, Serpil Temiz Unvar a fondé une initiative d'éducation politique : l'Initiative éducative Ferhat Unvar.

Les enfants, les adolescent-e-s, les jeunes adultes et les parents touché-e-s par la discrimination raciale disposent ainsi d'un point de contact où ils peuvent demander conseil et bénéficier d'un soutien pour surmonter leurs expériences traumatisantes.

L'initiative aide également les enseignant-e-s à intégrer et à aborder la question du racisme dans le programme scolaire.

Vojtěch Pecka, analyste chez AMO climate



Credit: Apolónia Pecka Sejková

Vojtěch Pecka est analyste chez AMO climate, consacré à la sociologie du déni du changement climatique, et dirige le projet evidence.ninja. Evidence.ninja est une plateforme innovante destinée à détecter, classer et contrer la désinformation climatique. Il travaille également comme chercheur à l'Institut d'informatique de l'Académie tchèque des sciences, dans le cadre d'un projet sur la discréditation de la science du climat.

Ses travaux examinent comment les intérêts économiques, idéologiques et de pouvoir façonnent le déni de la science du climat, en mettant l'accent sur l'Europe de l'Est et l'influence russe. Il est l'auteur de [Factory of Lies: The Production of Climate Disinformation](#), qui a reçu le prix Climate Change Communication et a été sélectionné pour le prix Magnesia Litera.

Pecka a étudié la sociologie théorique à l'Université Charles et termine actuellement son doctorat à la Faculté des sciences sociales de Brno. Il est membre du Climate Social Science Network de l'Université Brown et enseigne l'histoire de la science du climat et du déni climatique en tant que conférencier invité à l'Université Charles. Il écrit également sur les questions climatiques pour les médias tchèques et travaille comme graphiste, éditeur et conservateur.

Rémy Bonny, directeur exécutif de Forbidden Colours



Rémy Bonny est un défenseur des droits humains et un expert en relations internationales. Il occupe le poste de directeur exécutif de Forbidden Colours, une organisation européenne à but non lucratif qui œuvre en faveur des droits de l'homme et de la démocratie pour les personnes LGBTQIA+ en Europe.

Rémy Bonny est un expert de la manière dont les régimes ultraconservateurs et antidémocratiques utilisent leur lutte contre les droits des communautés LGBTQIA+ dans le cadre de leurs relations internationales. Il a dénoncé plusieurs initiatives anti-LGBTQIA+ menées par la Fédération de Russie, la Hongrie et d'autres gouvernements antidémocratiques. À ce titre, il a donné des exposés sur des activités subversives, telles que les campagnes de désinformation, et a conseillé plusieurs gouvernements nationaux et supranationaux sur la manipulation et l'ingérence de l'information étrangère (FIMI) ainsi que sur les régimes de sanctions en matière de droits humains.

En 2019, Bonny a révélé une campagne internationale de désinformation menée par la Fédération de Russie, en coopération avec le gouvernement hongrois, visant les communautés LGBTQIA+ en Europe.

En 2023, Bonny a mené une campagne pour Forbidden Colours afin de convaincre les États membres de l'Union européenne de se joindre à la procédure judiciaire contre la loi hongroise sur la propagande anti-LGBTQIA+. Ce procès est devenu le plus important de l'histoire de l'Union européenne. Auparavant, en 2021, Bonny avait été le premier militant international à révéler l'existence de cette loi scandaleuse – qui est une copie conforme de la loi russe de 2013 sur la propagande anti-LGBTQIA+.

Olçay Özer, co-directrice de Hafiza Merkezi



Olçay est diplômée du département de philosophie de l'université Galatasaray. Elle a obtenu son master dans le cadre du programme d'études culturelles de l'université Sabanci.

Entre 2010 et 2016, elle a travaillé au Centre d'études sur le genre et les femmes de l'université Sabanci en tant qu'assistante de programme et coordinatrice du programme « Purple Certificate », mené dans le cadre du programme conjoint des Nations unies sur la « Protection et la promotion des droits humains des femmes et des filles ». De 2016 à 2019, elle a occupé le poste de responsable de programme au sein du département des programmes éducatifs de la TEGV. Depuis avril 2019, elle travaille au Hafiza Merkezi en tant que coordinatrice du renforcement des capacités pour le programme de soutien aux droits, et depuis 2020, elle occupe également le poste de coordinatrice du développement des projets et des ressources au sein de la même organisation. Depuis juillet 2025, elle est également co-directrice de Hafiza Merkezi.

Demian Kogan, Directeur d'*Organizing for the Illinois Coalition for Immigrant and Refugee Rights* (ICIRR) (Organisation au sein de la Coalition de l'Illinois pour les droits des exilé-e-s et des réfugiés)



Demian Kogan occupe depuis 2016 le poste de Directeur de l'Organisation au sein de la Coalition de l'Illinois pour les droits des exilé-e-s et des réfugié-e-s (ICIRR) et possède plus de 20 ans d'expérience dans le domaine de l'organisation communautaire.

Depuis trois générations consécutives, Demian et les membres de sa famille ont été contraints de quitter leur pays d'origine respectif en raison d'oppression politique et d'autoritarisme. Demian a mobilisé les membres de l'ICIRR pour mettre fin à la détention des immigrants dans l'Illinois, interdire toute collaboration entre les forces de police locales et les services fédéraux de contrôle de l'immigration dans tout l'État, élargir l'éligibilité à l'aide financière directe aux résidents de l'Illinois à faibles revenus, et bien plus encore. Demian et son équipe à l'ICIRR ont supervisé la résistance populaire et fait progresser avec succès les mesures de protection des immigrants lors de l'opération « Midway Blitz » menée par l'administration Trump à Chicago et dans tout l'Illinois. L'ICIRR a mis en place un réseau de près de 40 équipes d'intervention rapide à l'échelle de l'État et a fait adopter un ensemble de mesures législatives visant

à protéger les résidents de l'Illinois contre le système de détention et d'expulsion mis en place par le gouvernement fédéral américain.

Demian a travaillé aux côtés de citoyen-ne-s ordinaires pour développer une force extraordinaire capable d'avoir un impact sur les familles de travailleurs et les communautés racisées à faibles revenus à travers l'Illinois.

Imane Saïtoui, Coordinatrice formation / chargée de mission



À 32 ans, Imane Saïtoui est coordinatrice de formation et de partenariats et organise au sein de Banlieues Climat. Diplômée en Langues Étrangères Appliquées (LEA), elle passe une année aux États-Unis avant de se former comme éducatrice spécialisée et d'exercer en tant qu'assistante d'éducation auprès de jeunes aux parcours variés.

Animée par un profond attachement à la justice et à la dignité humaine, elle place l'écoute des trajectoires de vie au cœur de son engagement. Convaincue que les histoires individuelles permettent de mieux comprendre les réalités collectives, elle considère la reconnaissance des parcours de chacun comme un levier essentiel d'émancipation, de pouvoir d'agir et de transformation sociale.

Son approche est nourrie par une formation certifiante de l'Université Harvard sur le leadership, l'empowerment et l'organizing, inspirée des travaux de Marshall Ganz. Au sein de Banlieues Climat, elle accompagne les jeunes et les habitants des quartiers populaires dans le développement de leur pouvoir d'agir à travers des démarches de formation, d'organisation collective et d'engagement citoyen.

Également basketteuse, elle voit dans le sport un espace d'apprentissage, de solidarité et de construction du collectif, en cohérence avec les valeurs qui guident son engagement professionnel et citoyen.

Coumba Sarr, Mère, entrepreneure, formatrice climat



À 46 ans, Coumba Sarr est maman de quatre enfants et porte en elle plusieurs vies professionnelles qui se nourrissent les unes des autres.

Diplômée d'un MBA en Global Fashion Management à l'Institut Français de la Mode (IFM) à Paris, elle a d'abord fait ses armes au sein de grandes maisons de mode. Ces années lui ont appris la rigueur, l'exigence créative et le sens du détail, des fondations solides pour la suite.

Coumba Sarr a franchi le pas en créant Maison YaaY au Sénégal, sa première entreprise, un projet qui allie ses racines et sa passion pour la mode.

Depuis, elle gère plusieurs activités, toujours animée par l'envie de bâtir et de transmettre. Au-delà des affaires, Coumba Sarr s'engage pour les autres.

Luca Boccoli, Fondateur et co-porte-parole national des Giovani Europeisti Verdi



Né en 1997, titulaire d'un master avec mention en sciences politiques, spécialisé dans l'environnement, l'énergie et la sécurité internationale.

Fondateur et co-porte-parole national des Giovani Europeisti Verdi, il occupe également un poste de dirigeant national au sein de Alleanza Verdi e Sinistra (Alliance des Verts et de la Gauche). Il collabore activement avec des mouvements et des associations qui s'occupent des migrations et des Centres de séjour en vue du rapatriement (CPR).

Lors des élections européennes de 2024, avec près de 15 000 voix, il a été le candidat de moins de 35 ans recueillant le plus de suffrages dans la circonscription centrale. En 2020, il a été classé par le journal Repubblica parmi les 10 militants de moins de 35 ans qui changent le pays. Par la suite, en 2023 et 2024, L'Espresso l'a classé parmi les 60 moins de 30 ans qui transforment l'Italie. Il est souvent invité dans des émissions télévisées de la Rai, de La7 et de Mediaset.

Sarah Durocher, Présidente du Planning familial



Sarah Durocher est présidente du Planning familial depuis 2022.

Militante féministe engagée, elle porte une approche résolument intersectionnelle des combats pour l'égalité. Elle a contribué à l'inscription de l'IVG dans la Constitution. Elle siège également au sein du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Luisa Chiodi, directrice de l'Osservatorio Balcani Caucaso Transeuropa



Luisa Chiodi est directrice de l'Osservatorio Balcani Caucaso Transeuropa.

Elle est titulaire d'un doctorat en sciences sociales et politiques de l'Institut universitaire européen de Fiesole (Florence) et d'une licence en sciences politiques de l'université de Milan.

De 2003 à 2008, elle a été conférencière à la chaire d'« Études sur l'Europe de l'Est » de la Faculté de sciences politiques de l'Université de Bologne. Elle a coordonné plusieurs projets de recherche et est l'auteure de publications sur la société civile et les dynamiques sociales transnationales.

Katja Meier, Membre du parlement de l'état de Saxe



Katja Meier est née le 10 septembre 1979 à Zwickau. Elle a étudié les sciences politiques, l'histoire moderne et contemporaine ainsi que la sociologie à l'université Friedrich Schiller de Jéna, à l'université de Tartu (Estonie) et à l'université Wilhelms de Westphalie à Münster de 1998 à 2004. Elle a complété ses études avec un diplôme de Magister Artium. Elle est membre d'Alliance 90/ Les Verts.

Après ses études, elle a travaillé comme responsable au sein du conseil d'administration du parti Alliance 90/ Les Verts à Hesse. En 2010, elle retourne en Saxe et travaille en tant que responsable politique pour le groupe parlementaire régional d'Alliance 90/ Les Verts. En 2015, elle devient membre du parlement de Saxe et porte-parole pour la justice, la démocratie, les politiques juridiques et d'égalité, ainsi que pour la politique de transport.

En 2019, Katja Meier devient Ministre de la Justice et de la Démocratie, des Affaires européennes et de l'Égalité des genres. Son parti, les Verts, faisait parti d'un gouvernement de coalition avec le parti Conservateur et les sociaux-démocrates. Née et ayant grandi en République Démocratique allemande (RDA) et pendant les années suivant la chute du mur de Berlin, Katja Meier a été confrontée tôt dans sa vie à une polarisation politique massive en Allemagne de l'Est. Le combat contre les néonazis et les partis d'extrême-droite tels que l'« Alternative pour l'Allemagne » (AfD) a été le cœur de sa campagne de 2019, qui a abouti à la création du premier ministère de la Justice et de la Démocratie. L'un de ses principaux objectifs était de créer des espaces de débats démocratiques et d'établir des formats de participation citoyenne. Elle est de nouveau membre du Parlement de Saxe depuis les élections de 2024 et est porte-parole pour la démocratie, les politiques juridiques et d'égalité, les affaires européennes et la politique des transports.

Jens Althoff, directeur du bureau régional de la Fondation Heinrich Böll à Varsovie



Jens Althoff a rejoint la Fondation Heinrich Böll en 2015, où il a créé un nouveau bureau à Paris et l'a dirigé de 2015 à 2021. Sous sa direction, le bureau de Paris est devenu un acteur clé dans les domaines de la transition écologique, du renforcement des démocraties en Europe, de la politique étrangère et de sécurité, ainsi que de la politique européenne en France. À partir de 2019, le bureau a étendu son action dans ces domaines thématiques à l'Italie également. Au cours de cette période, il a fait avancer de nombreux projets au sein de la fondation dans le cadre du « Triangle de Weimar » et a collaboré étroitement avec le bureau de la Fondation Heinrich Böll à Varsovie.

De début 2022 à l'été 2025, Jens Althoff a occupé le poste de responsable de la communication et de porte-parole de la ministre d'État chargée de la Culture et des Médias, Claudia Roth, à la Chancellerie fédérale, en Allemagne. À ce titre, il s'est occupé de toutes les questions liées à la politique culturelle et médiatique, y compris la politique de mémoire, tant dans un cadre européen que, en particulier, dans le contexte germano-polonais. Une partie importante de son travail pour le gouvernement allemand consistait à soutenir la culture ukrainienne tant en Allemagne qu'en Ukraine.

Avant de rejoindre la Fondation Heinrich Böll, il a travaillé au Parlement européen, où il s'est principalement concentré sur les questions de politique étrangère et de sécurité européenne. Il a également occupé pendant huit ans le poste de chef du service de presse et de porte-parole du Comité exécutif fédéral du Parti vert allemand.

Tout en poursuivant des études de sciences politiques, de rhétorique et de droit public à l'université de Tübingen, ainsi que de sciences politiques et sociales à Sciences Po Paris, il a travaillé comme journaliste pour divers médias locaux et régionaux. Au cours de cette période, il a également occupé le poste d'assistant de recherche au Centre de journalisme de l'Université libre de Berlin, où il a organisé des programmes de formation continue destinés aux journalistes professionnels. Entre autres initiatives, il a mis en place en 2000 un programme d'échange de journalistes destiné à des participants originaires d'Ukraine, de Biélorussie et de Russie.

Au cours de la même période, il a obtenu son doctorat en sciences politiques, en se concentrant sur le rôle de la crédibilité et de la confiance dans la communication politique et le comportement des électeur·ice·s.

Marine Tondelier, Secrétaire nationale des Écologistes



Marine Tondelier est une responsable politique française engagée au service de l'écologie, de la justice sociale et de la démocratie et Secrétaire nationale du parti Les Écologistes depuis décembre 2022.

Elle étudie à Sciences Po Lille, dont elle sort diplômée en 2009, avant de compléter son parcours par un master spécialisé en gestion des établissements de santé.

Marine Tondelier adhère aux Verts en 2009. Dès 2014, elle devient conseillère municipale d'opposition à Hénin-Beaumont, ville dirigée par le Rassemblement National. Pendant plus de dix ans, elle mène un travail exigeant d'opposition locale, dénonçant les dérives, défendant la transparence démocratique et soutenant les habitant·es.

Parallèlement à son mandat municipal, elle siège au conseil communautaire de Hénin-Carvin et, depuis 2021, au conseil régional des Hauts-de-France. À l'échelle régionale, elle intervient notamment sur les questions de transports, de climat, d'aménagement du territoire et de justice sociale.